

quences défavorables sur la situation de l'approvisionnement dans l'Est du Canada.

Le gouvernement, de concert avec l'industrie, étudie de façon intensive les moyens de parer à la pénurie de pétrole brut dans l'Est du Canada. Le gouvernement a créé un comité technique consultatif de l'offre et de la demande de pétrole sous la présidence de l'Office national de l'énergie. Ce comité, qui comprend des représentants de compagnies qui importent et raffinent le pétrole brut étranger, aura pour tâche de donner conseil au sujet des approvisionnements en produits pétroliers, des mesures nécessaires pour mieux équilibrer l'offre et la demande.

Nous resterons dans l'incertitude pendant quelque temps encore en ce qui concerne l'ampleur des limitations possibles des importations de pétrole. Avant la guerre du Moyen-Orient, les stocks de produits pétroliers étaient généralement adéquats. La réserve d'huile de chauffe pour l'Ontario et l'Est du Canada pour l'hiver prochain est dans un équilibre délicat face à la demande si l'on suppose que l'hiver sera normal. Si nous ne pouvons maintenir les importations de pétrole brut prévues, cet équilibre sera évidemment rompu.

Avant les hostilités, les réserves d'essence à moteur dans l'Est du Canada étaient généralement satisfaisantes, en raison de l'accumulation saisonnière prévue. Les limitations sur les importations de pétrole brut auront des répercussions sur cette accumulation et conséquemment sur la quantité d'essence pour la prochaine saison, même s'il était possible de satisfaire pleinement à la demande.

● (2010)

Dans les Prairies, la situation est satisfaisante dans toutes les catégories de produits. Les craintes déjà entretenues au sujet de l'approvisionnement en fuel-oils lourds en Colombie-Britannique, c'est-à-dire celles qu'on avait avant que les problèmes découlant de l'intervention des approvisionnements arabes ne surgissent, se sont accrues du fait que cette région importe habituellement de fortes quantités de pétrole des États-Unis qui, on le sait, doivent surmonter leurs propres difficultés.

A la lumière de toute cette situation, il serait sage d'étudier soigneusement des moyens appropriés de diminuer la demande d'énergie au Canada, particulièrement dans le cas des produits et des régions que j'ai mentionnés. On a déjà communiqué avec certains gouvernements provinciaux afin de leur faire part au fur et à mesure de la situation en ce qui touche le pétrole brut et les approvisionnements, et de les aviser des changements de prix que je viens d'indiquer. On communiquera également avec les autres gouvernements provinciaux.

Le gouvernement songe à d'autres mesures et il a préparé un programme d'allocations au niveau de la vente en gros, lequel programme sera mis en application si le cas des approvisionnements semble devenir plus sérieux. Même si on reconnaît la nécessité d'assurer la sécurité des approvisionnements dans le cas d'usagers prioritaires, le gouvernement est peu disposé à intervenir à l'heure actuelle dans les ventes normales de l'industrie. A l'heure où nous sommes, j'exhorte les consommateurs canadiens, les industries, les municipalités et les gouvernements provinciaux à étudier les moyens de diminuer volontairement leur consommation. Nous communiquerons avec eux afin d'échanger des idées, de planifier et de fournir des détails sur notre programme de conservation.

Avant de reprendre ma place, monsieur l'Orateur, j'aimerais profiter de l'occasion pour exprimer ma reconnaissance envers l'industrie pétrolière, à une exception près,

Pétrole et gaz

pour la collaboration dont elle a fait preuve ces deux derniers mois pour empêcher les prix de monter au Canada. L'exception dont j'ai parlé est Gulf Canada, et j'estime nécessaire d'attirer l'attention sur un article qui a été publié dans le *Star* de Toronto du mercredi 31 octobre, et dans lequel M. McAfee, président de cette société avait déclaré ce qui suit en parlant du fait que la société n'avait pas respecté le gel des prix:

Étant donné que nous n'avions pas entendu parler du ministre entre le 12 et le 29 octobre, nous en avons déduit que l'augmentation était approuvée ou que le gouvernement tergiversait.

J'aimerais citer un extrait d'un télégramme envoyé au même M. McAfee par mon sous-ministre, pendant que j'étais à l'étranger, le 12 octobre, dans lequel il lui répétait par télex ce que nous lui avions dit auparavant, à savoir que le gouvernement souhaitait que la compagnie continue d'effectuer un contrôle des prix. Je suis prêt à déposer sur le Bureau une copie du télégramme si les députés le désirent. Je vous cite le paragraphe suivant:

Comme je vous l'ai dit pendant notre conversation téléphonique aujourd'hui en réponse à votre lettre au ministre datée du 9 octobre 1973, un certain nombre de sociétés ont demandé d'augmenter leurs prix et le ministre étudie activement à l'heure actuelle cette question. Le ministre présentera sous peu au cabinet une proposition d'augmentation des prix en raison du prix élevé du pétrole brut importé. Nous vous demandons de maintenir les prix actuels jusqu'à ce que le cabinet prenne une décision à ce sujet.

Donc, contrairement à ce que M. McAfee a déclaré, selon cet article, on lui avait précisément demandé de ne prendre aucune mesure avant que le cabinet n'ait pris une décision.

Des voix: Bravo!

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, d'autres députés et moi-même avons assisté au cours des années à des réunions et des symposiums pour parler de la bonne conduite des sociétés, mais ce président américain de société américaine a donné à la Chambre un bon exemple de mauvaise conduite de société.

Des voix: Bravo!

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, la plupart des Canadiens se rendent compte, je pense, de l'existence du problème de l'énergie dans le monde. Ils savaient que le Canada avait suffisamment de réserves dans ce domaine pour répondre à ses besoins et qu'il disposait peut-être même d'un peu plus que le nécessaire. Après le 4 septembre, ils s'imaginaient qu'il n'y aurait aucune hausse dans ce domaine d'ici la fin de janvier 1974. Mais à partir de ce soir, ils savent que la déclaration du premier ministre (M. Trudeau) le 4 septembre, n'était que de la frime pour faire croire aux gens que les députés ministériels étaient les amis des consommateurs jusqu'à ce que le Nouveau parti démocratique accorde sa confiance au gouvernement.

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est la Gulf Oil qui parle.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): La déclaration du ministre, ce soir, met fin au gel des prix, en ce qui concerne les consommateurs. Elle accroît démesurément les tensions qui s'exercent dans notre pays fédéral et je pense qu'elle présage une hausse énorme pour les consommateurs de toutes classes à partir du 1^{er} février. Selon cette déclaration, une hausse de 2c. le gallon sera imposée à partir de demain à tous les consommateurs à